

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LEGISLATIVES

PREMIERE CIRCONSCRIPTION DE LA SARTHE

Scrutin du Dimanche 14 Juin 1981

Chères Électrices,

Chers Électeurs,

Le 10 Mai, les Françaises et les Français ont élu un nouveau Président de la République.

Il convient d'en apprécier les conséquences possibles.

Une majorité d'électrices et d'électeurs a voulu, ce jour-là, changer de politique mais elle n'a pas voulu, j'en suis persuadé, changer de SOCIÉTÉ.

Et pourtant, ce résultat pourrait bien être rapidement atteint.

L'envoi à l'Assemblée Nationale d'une majorité socialo-communiste priverait en effet, la vie politique de tout équilibre et le Président de la République de tout contrepoids à la tentation collectiviste d'une fraction importante du **Parti Socialiste** et du **Parti Communiste** tout entier.

A travers les nationalisations, les Offices Fonciers, les droits de succession, l'autogestion dans les entreprises, le programme socialo-communiste est bien d'inspiration collectiviste et bureaucratique.

Son application ne peut toutefois résulter que du vote de lois.

Donc, seule une majorité de députés libéraux peut encore faire obstacle au passage de notre Société du type libéral au type collectiviste.

C'est pourquoi, je me présente à vos suffrages, avec la seule préoccupation de réaliser dans notre circonscription, comme sur le plan national, **l'union la plus large** de tous ceux qui sont épris de liberté, de solidarité et de progrès.

Avec mon suppléant, Jacques DORISE, Conseiller Général du MANS, nous avons l'investiture de l'Union pour une Nouvelle Majorité et le soutien de tous les élus locaux et de toutes les électrices et électeurs qui veulent pour la France et les Français, le renouveau dans la sécurité.

Nous disons OUI au changement de politique, NON au changement de Société.

Mon action, au cours des dernières années, est le meilleur garant de mon activité future.

Sur le plan local, j'ai toujours défendu les droits et les intérêts légitimes de tous ceux qui se trouvaient momentanément en difficulté. En collaboration étroite avec les élus locaux, j'ai largement contribué à l'accélération des équipements collectifs.

Sur le plan national, j'ai participé, par mes votes, aux réalisations importantes intervenues depuis 1973, notamment dans le domaine social.

J'ai aussi personnellement déposé 10 propositions de loi et 180 questions écrites au Gouvernement depuis 1978, en faveur des agriculteurs, des anciens combattants, de la famille, des jeunes et, d'une manière générale, de tous ceux qui sont défavorisés.

Mais c'est avant tout l'avenir qui vous intéresse.

Un constat :

La France, comme tous les pays industrialisés, qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est, est affectée par une crise économique profonde, qui s'accompagne comme toujours en pareil cas, d'une augmentation insupportable du chômage.

Le changement de Société que nous propose le Projet Socialiste ne peut en rien constituer une solution aux difficultés actuelles. Cela est encore plus évident aujourd'hui qu'hier.

La solution socialiste est dépassée et néfaste.

Dépassée, car elle fait appel à de vieilles recettes qui, en 1936, ont conduit la France au désastre militaire, en 1947 et 1956 menacé notre liberté.

Néfaste, car elle conduit le Pays tout entier à **la faillite économique** et chacun d'entre nous à **un appauvrissement** du fait de l'inflation et de l'augmentation des charges collectives.

Les expériences socialistes tentées dans le monde ont partout échoué.

Seule, une politique de croissance et de justice sociale, fondée sur la libération des forces productives, l'esprit d'initiative et de responsabilité, le dialogue et la solidarité, est susceptible d'apporter aux Français la solution qu'ils recherchent à leurs problèmes actuels et notamment à celui du chômage.

ÉLU, j'aurai la volonté d'obtenir :

— La libération pour les petites et moyennes entreprises, l'artisanat, le commerce, les professions libérales, des contraintes fiscales et administratives souvent injustes, qui entravent leur capacité d'emploi et de production.

La solution au problème du chômage qui mine notre économie et notre Société, passe en effet d'abord par le développement de toutes les activités économiques et une action dynamique sur le plan local.

— Le rétablissement et le développement de la confiance, de l'initiative et de la responsabilité.

Il faut :

- Ramener en dessous de 40 % le poids des charges fiscales et parafiscales,
- Supprimer la taxe professionnelle et l'impôt sur les plus-values,
- Favoriser l'investissement, la réalisation de grands travaux et la construction de logements.
- Réaliser les économies indispensables sur les dépenses improductives de l'Etat sans pour autant réduire le nombre des fonctionnaires.

— L'agriculture française, fondée sur l'exploitation familiale doit être résolument tournée vers l'avenir, grâce à une politique assurant à chaque famille, une rémunération convenable de ses investissements et de son travail et favorisant l'installation des jeunes.

A l'assistance, il faut substituer la vérité des prix et la fermeté en face de nos partenaires du Marché Commun.

— Le dialogue dans la vie quotidienne doit être développé par :

- L'extension de la politique contractuelle,
- L'adoption, après concertation avec tous les partenaires sociaux, de mesures exceptionnelles pour lutter contre la crise.
- L'encouragement de la vie associative, où notamment les jeunes et les femmes peuvent apporter leur sensibilité, leur disponibilité et leur imagination.

— La défense si importante de l'environnement et de la qualité de la vie doit résulter d'un dialogue permanent avec les associations.

— La solidarité doit être plus humaine et plus fraternelle.

- Elle doit d'abord s'exprimer à travers **la famille** qui doit être soutenue et préservée moralement et matériellement avec un statut de la mère de famille.
- La liberté de l'enseignement et les moyens de l'assurer doivent être sauvegardés.
- L'œuvre importante accomplie par la Ve République en faveur des personnes âgées et des handicapés doit être développée.
- La politique de santé de haut niveau dont la France s'est dotée, fondée sur le principe libéral de la médecine et de l'hospitalisation doit être poursuivie.

Vous m'avez fait confiance et vous avez apprécié mon action, ensemble, dans la liberté, poursuivons l'oeuvre de progrès entreprise.

Le 14 Juin, VOUS VOTEREZ massivement, sans abstention

GÉRARD CHASSEGUET

Député sortant

Conseiller Général - Maire de Sillé-le-Guillaume

SUPPLEANT :

JACQUES DORISE

Conseiller Général du Mans

Président de la Commission Départementale